

Les crédits

La prostitution a augmenté de 95 p. 100 l'an dernier à Scarborough. Cela signifie que la prostitution a doublé. Les crimes liés à la drogue sont en hausse de 22 p. 100.

Beaucoup d'habitants et de quartiers du Grand Toronto tentent de surmonter ce problème. Les gens s'en remettent à leur député. Ils s'en remettent au gouvernement, qui ne fait rien. Le cancer des fumeries de crack continue de s'étendre. La population demande au gouvernement de faire quelque chose.

Entre-temps, le gouvernement se tourne les pouces tandis que les forces policières sont obligées d'enquêter et de faire des arrestations avec des moyens limités. Elles doivent se servir d'un Code criminel vieux de 100 ans qui ne traite absolument pas du phénomène moderne des fumeries de crack. Le gouvernement ne s'est tout simplement pas occupé d'adopter des lois ou d'établir des politiques pour contrer l'installation des fumeries de crack dans nos villes. Il n'a offert aucune solution.

Le comble, c'est que la loi permet qu'on saisisse les produits de la criminalité — il s'agit généralement d'infractions liées à la drogue —, mais que, après une saisie, même si l'enquête est menée à la charge de la municipalité et que cela représente bien souvent plusieurs millions de dollars dans une ville comme Toronto, le gouvernement fédéral ne rembourse même pas à la police de la ville la somme qu'elle a consacrée à cette enquête. C'est de la négligence. C'est un abandon par le gouvernement fédéral du rôle très important qu'il devrait jouer dans ce domaine. Le gouvernement fait la sourde oreille sur la question de la criminalité urbaine.

Le deuxième point que je veux porter à l'attention de la Chambre a trait à l'absence de financement fédéral pour l'installation des réfugiés et des immigrants.

Dans le seul secteur de l'installation des réfugiés, la région du Grand Toronto et de Peel dépensera environ 430 millions de dollars. Cet argent, y compris les frais d'aide sociale, provient des taxes municipales. Le gouvernement fédéral a plafonné ses dépenses dans ce domaine et n'a même pas réagi devant ces besoins criants.

Si le gouvernement fédéral et la loi fédérale permettent qu'on accueille des réfugiés, il vaudrait mieux qu'on commence à financer leur établissement ici. Les contribuables municipaux commencent à en avoir assez de

payer plus que leur part, alors que ce ne sont pas eux qui décident des lois et de la gestion des frontières.

Une voix: Ce problème n'existe pas au Nouveau-Brunswick.

M. Lee: Il existe dans le sud de l'Ontario.

Je veux aussi parler d'éducation. Il y a beaucoup d'immigrants de fraîche date au Canada. Ils s'installent surtout dans les grandes villes, et nous sommes heureux et fiers de les avoir.

Les difficultés surgissent lorsqu'ils s'installent en grand nombre dans une même municipalité. Les conseils scolaires doivent leur offrir des cours de langue seconde et lorsqu'ils sont très nombreux dans une même circonscription scolaire, ils créent d'importantes distorsions dans les conseils scolaires.

J'ai ici une liste d'écoles où le pourcentage d'élèves qui doivent suivre des cours de langue seconde, en l'occurrence d'anglais, varie de 27 à 43 p. 100.

L'intégration et l'adaptation entraînent des coûts pendant plusieurs années, quatre selon les conseils scolaires, et le gouvernement fédéral n'apporte aucune aide. Le gouvernement fédéral, et les Canadiens aussi, sont heureux de l'arrivée d'immigrants, heureux d'avoir des immigrants de la catégorie des familles et de celle des immigrants investisseurs. Cependant, le gouvernement fédéral fait payer aux contribuables municipaux l'intégration des immigrants par le système scolaire.

Lorsque les budgets sont insuffisants, la qualité de l'éducation s'en ressent. Le système scolaire ne peut pas tous les absorber, que ce soit le système anglais ou le système français au Québec et dans d'autres régions.

Le gouvernement fédéral se soustrait à ses responsabilités, et cela se répercute sur le taux de criminalité en milieu urbain. Le gouvernement fédéral refile aux contribuables municipaux les coûts de l'installation des immigrants et des réfugiés.

Ces contribuables ainsi que leurs élus municipaux et régionaux sont très en colère. Ils attendent, j'attends et les électeurs de ma circonscription attendent de voir quelle mesure le gouvernement prendra pour remédier à cet abandon de ses responsabilités.

Je terminerai en invitant le gouvernement à remédier à sa négligence avant qu'il soit trop tard.